

<https://larcenciel.be/spip.php?article1502>



Est-il judicieux de choisir l'État d'Israël comme partenaire privilégié dans la lutte contre l'antisémitisme ?

- ÉVÉNEMENTS et ACTUALITÉS - ACTUALITÉS : CRISES ET SYMPTÔMES - MOYEN-ORIENT -
Date de mise en ligne : vendredi 3 novembre 2023

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

L'antisémitisme qui monte actuellement dans nos démocraties inquiète à juste titre.

Voici une mise au point parue dans La Libre en mars dernier (le 16/03/2023).

Une carte blanche de Mateo Alaluf (ULB), Vincent Engel (UCL), Fenya Fischler (Een Andere Joodse Stem), Henri Goldman (Union des progressistes juifs de Belgique), Heinz Hurvitz (ULB) et Simone Süsskind (ancienne présidente du Centre communautaire laïc juif)

Un bel exemple d'instrumentalisation.

Pour délégitimer la critique des politiques israéliennes et "restaurer une image qui se dégrade chaque jour, les autorités israéliennes et les grandes organisations juives ont pris la lutte contre l'antisémitisme en otage. Elles disposent pour cela d'une arme redoutable : la définition de l'antisémitisme proposée en 2016 par l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance), une organisation intergouvernementale fondée en 1998, qu'un puissant lobbying a fait adopter par toutes les institutions possibles.

Une définition extrêmement banale et parfaitement inutile au regard de l'arsenal juridique existant dans de nombreux États dont la Belgique, mais dont la perversité réside dans les exemples qui lui sont annexés en guise d'illustrations : 7 sur 11 désignent la critique de l'État d'Israël comme autant de manifestations d'antisémitisme.

Dès son adoption par l'IHRA, cette définition a été contestée. (...)

Kenneth Stern, le principal auteur de cette définition, a publiquement dénoncé la manière dont celle-ci était instrumentalisée pour délégitimer la critique des politiques israéliennes."

[Lire cette carte blanche sur mon blog larcenciel-Palestine.](#)